
Communiqué de presse

Réunification, autonomie : les aspirations des Bretons se confirment

Les résultats du nouveau sondage Ifop réalisé pour la fédération *Régions et Peuples Solidaires* sont sans ambiguïté : les Bretons veulent davantage de responsabilités, une Bretagne réunifiée et une meilleure reconnaissance de leur identité. Des aspirations qui doivent désormais trouver une traduction politique.

La réunification de la Bretagne : une majorité qui ne peut plus être ignorée

56 % des habitants de la Bretagne historique sont favorables au rattachement de la Loire-Atlantique à la région Bretagne, contre 44 % en 2012. En Loire-Atlantique, ce soutien atteint même 62 %.

Ces chiffres sont particulièrement significatifs. Plus de dix ans après une réforme territoriale imposée sans véritable consultation populaire, la réunification demeure une aspiration majoritaire. Combien de temps encore l'État pourra-t-il ignorer cette demande démocratique ?

Il est temps de permettre aux populations concernées de s'exprimer et d'engager enfin un véritable débat sur l'avenir institutionnel de la Bretagne.

Communiqué de presse

L'autonomie : une aspiration largement partagée

Autre enseignement majeur : 78 % des Bretons souhaitent que davantage de décisions soient prises à l'échelle régionale. Ils sont 66 % à soutenir des statuts renforcés pour certaines régions et 64 % à être favorables à une évolution fédérale de la France.

Ces résultats montrent que l'aspiration à l'autonomie dépasse largement les seuls mouvements régionalistes. Notre modèle centralisé a montré ses limites : les décisions prises à Paris ne peuvent répondre aux réalités de tous les territoires.

Je ne cesse de le rappeler pour ceux qui l'affirment encore aujourd'hui : l'autonomie n'est pas une menace pour la République. C'est au contraire une occasion de la rendre plus démocratique, plus efficace et plus proche des citoyens. Encore faut-il accepter de faire confiance aux territoires.

Communiqué de presse

Une identité bretonne qui s'affirme

70 % des Bretons sont favorables à la possibilité d'une scolarité en langue régionale.

Un résultat qui conforte mon engagement pour la protection et la promotion du breton, du gallo et de l'ensemble des langues régionales, notamment à travers la proposition de loi constitutionnelle récemment déposée avec mon collègue Peio Dufau, et cosignée à ce jour par 87 autres députés.

La reconnaissance de nos langues et de notre identité ne doit plus se heurter aux blocages institutionnels d'un État trop centralisé.

Communiqué de presse

2027 : le temps des réponses politiques

À quelques mois de l'élection présidentielle, ce sondage doit interpeller les responsables politiques nationaux. La Bretagne ne demande pas de privilèges. Elle aspire à pouvoir exercer davantage de responsabilités, à préserver ses spécificités et à décider de son avenir.

Réunification, autonomie, reconnaissance de nos langues : ces revendications ne sont ni marginales ni dépassées. Elles sont au cœur des aspirations exprimées aujourd'hui en France.

Il est temps de sortir des déclarations d'intention sur la décentralisation et d'engager une véritable réforme de notre organisation territoriale.

Les Bretons sont prêts à prendre davantage de responsabilités. À l'État, et aux candidates et candidats à l'élection présidentielle, d'en tirer désormais les conséquences.

Paul Molac

Étude Ifop pour Régions et Peuples Solidaires réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 25 au 30 septembre 2026 auprès d'un échantillon de 9 689 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.